

# Les Français et la construction européenne de la fin des années 1950 à nos jours

Depuis 1957, la construction européenne se renforce dans de nombreux domaines : économique, monétaire, politique, judiciaire, culturel. Il en résulte des transformations profondes de la vie quotidienne des habitants des États de l'UE. En retour, les sentiments et aspirations des Européens vis-à-vis de l'UE sont très variables. Les Français ont intégré la dimension européenne dans la plupart de leurs débats.

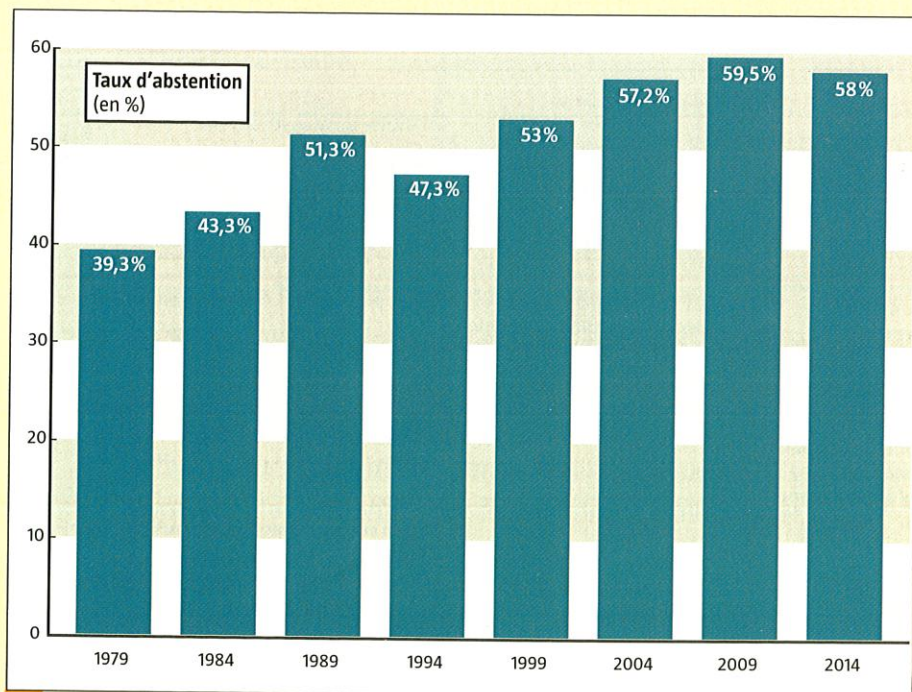
**CAPACITÉS**

- Prélever, hiérarchiser et confronter des informations selon des approches spécifiques en fonction du corpus documentaire.
- Cerner le sens général d'un corpus documentaire et le mettre en relation avec la situation historique étudiée.

► **Quel est le lien entre la vie quotidienne des Français, l'action de l'Union Européenne et les conceptions des Français envers celle-ci ?**

**Des clés pour comprendre**

● **L'évolution de l'abstention aux élections européennes en France**



Les élections européennes désignent, dans chaque État, les députés européens qui constituent le Parlement européen. Ce dernier est chargé de voter un certain nombre de textes préparés par la Commission européenne.

**Vocabulaire**

**Communauté économique européenne (CEE)** : elle est constituée en 1957 par la signature des traités de Rome par les 6 États fondateurs.

**Union européenne (UE)** : nouveau nom de la CEE adopté par les 12 États signataires du traité de Maastricht en 1992, rejoints depuis par 16 autres États.

**Chronologie**

**1957** : signature des traités de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE).

**1963** : création de l'axe franco-allemand.

**1967** : le général de Gaulle rejette la candidature du Royaume-Uni.

**1985** : mise en place de la libre circulation des biens et des personnes par les accords de Schengen.

**1984** : le Français Jacques Delors devient président de la Commission européenne.

**1992** : les Français ratifient, à une très courte majorité, le Traité de Maastricht qui crée l'Union européenne, la citoyenneté européenne et engage la marche vers la monnaie unique.

**2002** : mise en circulation en France de l'euro.

**2005** : les Français rejettent par référendum le projet de Constitution européenne.

**A La vie quotidienne des Français et la construction européenne**

La construction européenne transforme de nombreux aspects de la vie quotidienne des habitants des États membres, comme avec la suppression des frontières intérieures et libre circulation au sein de l'espace Schengen (depuis 1985) ou avec la monnaie unique (depuis 2002). La réalité d'une citoyenneté européenne s'affirme dans des domaines toujours plus nombreux.

**1 La citoyenneté européenne**

La citoyenneté européenne a été instituée par le traité de Maastricht de 1992. Elle concerne tous les citoyens des États membres de l'UE. Elle est physiquement visible par la mention « Union européenne » sur les passeports délivrés par les États membres.

Avec la citoyenneté européenne, de nouveaux droits sont apparus [...]. Parmi ces droits, le droit de circuler et de séjourner, de travailler et d'étudier, sur le territoire des autres pays membres est reconnu aux citoyens.

En matière civique et politique, les citoyens européens bénéficient du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et aux élections du Parlement européen, dans l'État membre où ils résident.

Lorsque leur État membre d'origine n'est pas représenté dans un pays tiers, la protection consulaire des autorités diplomatiques d'un autre État membre peut être accordée aux citoyens de l'UE.

« L'Europe de la citoyenneté », touteurope.eu, 20 octobre 2014.

**3 Les agriculteurs français et la réglementation européenne**

L'été 2015 a été ponctué de manifestations d'éleveurs de bœufs, de porcs et de vaches laitières, qui clamaient leur « détresse », alors que les cours au plus bas ne couvraient pas leurs coûts de production. Le ministre de l'Agriculture avait alors convoqué les principaux acteurs de la filière : les négociations entre syndicats agricoles, industriels et grande distribution avaient abouti le 1<sup>er</sup> octobre à des engagements de revalorisation du prix du lait et du porc.

Cependant, un courrier a été adressé mi-décembre à toutes les organisations qui ont participé aux tables rondes, indiquant que « la Commission [européenne] enquête actuellement sur des comportements anticoncurrentiels allégués dans le secteur agricole en France » [...] ce qui constitue des infractions aux traités communautaires.

« Crise de l'élevage : l'UE enquête sur les accords de prix du lait et de la viande en France », lemonde.fr, 8 janvier 2016.

**2 Vers une jeunesse européenne ?**

L'UE développe le programme en faveur de la jeunesse : Comenius (pour le primaire et le secondaire, 2002), Erasmus (pour les étudiants, 1987) et Leonardo (pour les stages en entreprises, 1995).

**MENER L'ÉTUDE**

1. Relevez les différents apports de la citoyenneté européenne pour chacun des Français. (doc. 1)
2. Montrez de quelle manière l'action de l'UE vise à rapprocher les jeunes européennes. (doc. 2)
3. Quelles peuvent être les raisons qui expliquent un fort sentiment anti-européen parmi les agriculteurs français ? (doc. 3)

**ORAL BAC**

Expliquez les impacts positifs et négatifs de la construction européenne dans la vie quotidienne des Français.



## B Des visions divergentes de l'Europe en France

Face à la construction européenne, les mouvements politiques français sont partagés entre « fédéralistes », favorables à plus d'intégration, et « souverainistes », attachés à l'État-nation. D'autres voudraient une « Europe sociale », d'autres encore une « Europe forteresse ».

### 1 Pour une Europe des États

« En vérité, ce sont les États qui sont les seules entités ayant le droit d'ordonner et le pouvoir d'être obéis. [...] Se figurer qu'on peut bâtir quelque chose d'efficace pour l'action et que ce soit approuvé par les peuples en dehors et au-dessus des États, c'est une chimère<sup>1</sup>. [...] Il est tout à fait naturel que les États de l'Europe aient à leur disposition des organismes spécialisés pour les problèmes qui leur sont communs, pour préparer ou pour suivre leurs décisions, mais ces décisions leur appartiennent et elles ne peuvent appartenir qu'à eux. »

Charles de Gaulle, conférence de presse, 5 septembre 1960, in *Discours et messages*, Plon, 1970.

1. Monstre grotesque dans l'antiquité grecque.

### 3 Pour une Europe fédérale

Daniel Cohn-Bendit s'est livré hier soir à un nouveau plaidoyer pour des « États-Unis d'Europe » à l'occasion d'un meeting [...] en faveur des candidats écologistes aux élections européennes du 25 mai. [...] Il a notamment plaidé pour une armée et une diplomatie européennes qui permettraient, selon lui, de réaliser des économies importantes. [...] « Pourquoi a-t-on besoin de vingt-huit ambassadeurs européens à Kuala Lumpur ? Pourquoi on n'a pas une ambassade européenne, qui représente tous les citoyens européens ? Vous imaginez les économies qu'on ferait, avec tous les diplomates qu'on n'aurait plus à déployer ? » a ajouté Daniel Cohn-Bendit.

« Cohn-Bendit plaide pour une Europe fédérale », *LeFigaro.fr* avec Reuters, 16 mai 2014.



### 2 Pour une « Europe sociale »

Affiche de Jean Effel pour le PCF lors du référendum de 1972 sur l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne (CEE).

#### MENER L'ÉTUDE

1. Distinguez le rôle respectif des États et des institutions européennes selon Charles de Gaulle. (doc. 1)

2. Que signifie une « Europe des travailleurs » ? Pourquoi le dessinateur l'oppose-t-il à « l'Europe des financiers » ? (doc. 2)

3. Relevez les domaines dans lesquels l'UE pourrait encore progresser, selon Daniel Cohn-Bendit. (doc. 3)

#### ORAL BAC

Présentez différentes conceptions de la construction européenne selon les forces politiques françaises.

## C Les Français partagés face au projet européen

Les Français ont une relation ambiguë à la construction européenne. Si beaucoup admettent qu'elle est nécessaire, tout en ayant parfois des réserves à son sujet, d'autres la ressentent comme une contrainte ou une menace.

Électeurs proches de		« Non » 1992	« Non » 2005
Gauche	Partis d'extrême gauche (LO, LCR)	70,2 %	94 %
	Parti communiste français (PCF)	81,1 %	98 %
	Parti socialiste (PS)	22,0 %	56 %
	Les Verts	42,9 %	60 %
Droite	Union pour la démocratie française (UDF)	38,6 %	24 %
	Rassemblement pour la République (RPR en 1992) – Union pour un mouvement populaire (UMP en 2005)	59,2 %	20 %
	Front national (FN)	92,0 %	93 %

Sondage Ipsos, sortie des urnes, 29 mai 2005.

### 1 L'opinion politique face à l'UE

En 1992, les Français adoptent à 51 % par référendum le traité de Maastricht qui transforme la Communauté économique européenne (CEE) en Union européenne (UE). En 2005, ils rejettent à 54 % le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Dans les deux cas, la participation est d'environ 70 %.

### 2 Les Français, des euro-décus ?

Près de 6 sur 10 (59 % exactement) se déclarent attachés à la monnaie unique [...]. 60 % des personnes interrogées se déclarent hostiles à toute sortie du pays de l'UE, contre 28 % qui pensent le contraire et 12 % qui n'expriment pas d'opinion sur le sujet. [...]

64 % des Français préféreraient que l'Union européenne se recentre sur certains pays (les six pays fondateurs ou ceux de la zone euro, ndr), contre 21 % qui prônent le statu quo (28 États dans l'UE et 18 dans la zone euro), 7 % qui souhaitent voir l'élargissement se poursuivre et 8 % qui ne se prononcent pas. En corollaire, l'UE est perçue comme « quelque chose de négatif » par 49 % des sondés (contre 45 % qui la considèrent positivement). Sur le plan économique, l'Union est envisagée comme une « contrainte » pour la France par 58 % des personnes interrogées.

Nicolas Moscovici, « Sondage : les Français veulent garder l'euro », *metronews.fr*, 5 mai 2014.

### 3 La question migratoire et l'UE selon les Français

Six Français sur dix (62 %) se disent favorables à l'instauration de quotas<sup>1</sup> de réfugiés<sup>2</sup> pour mieux répartir les demandeurs d'asile entre pays [de l'UE], selon un sondage BVA-Orange-iTÉLÉ publié dimanche.

Les trois quarts des sympathisants de gauche (75 %) se disent favorables à cette mesure. Les sympathisants de droite eux sont plus partagés (48 % favorables) et ceux proches du Front national y sont majoritairement opposés (39 % favorables). Plus généralement, les personnes interrogées se disent davantage favorables à ce que la France soutienne le développement des pays d'origine des migrants (80 %) plutôt qu'elle élargisse le droit d'asile pour les migrants.

« Les Français pour les quotas de réfugiés », *LeFigaro.fr* avec AFP, 17 mai 2015.

1. Chaque pays se verrait fixer un nombre minimum et un nombre maximum de réfugiés à accueillir.

2. Migrants qui obtiennent un droit d'asile au titre d'une forme de persécution dans leur pays d'origine.

#### MENER L'ÉTUDE

1. Montrez que, d'après les résultats des deux référendums, le soutien à la construction européenne a changé de camp politique entre 1992 et 2005. (doc. 1)

2. Relevez les éléments d'adhésion et les éléments de défiance des Français à l'égard du projet européen. (doc. 2)

3. Montrez que l'afflux important de réfugiés remet en question le principe de « libre circulation » au sein des pays de l'UE. (doc. 3)

#### ORAL BAC

Montrez que les sentiments des Français à l'égard de la construction européenne sont partagés entre « europhiles » et « eurosceptiques ».



## L'essentiel à retenir

### ■ La vie quotidienne des Français et la construction européenne

- Comme pour les autres populations des États de l'UE, la construction européenne influe sur la vie quotidienne des Français. **Certains effets sont ressentis très positivement**, comme la libre circulation ou les dispositifs d'aide aux études dans d'autres États pour les étudiants.
- **D'autres sont beaucoup moins bien acceptés**, comme la réglementation européenne concernant le commerce ou l'agriculture, vécue comme une contrainte et un coût par les acteurs des secteurs concernés. Les mécontentements sectoriels concernent souvent des effectifs faibles, mais ils entretiennent un climat de défiance à l'égard des réalisations européennes.

### ■ Des visions divergentes de l'Europe en France

- Dès l'origine, **la construction européenne s'est établie en équilibre entre deux conceptions**. D'un côté, les « fédéralistes », qui souhaitent procéder à l'intégration des États européens dans une structure continentale forte ; de l'autre, les « souverainistes », pour qui les États doivent rester pleinement maîtres de leur destin dans une Europe de la coopération.
- À cette opposition initiale est venue s'ajouter **une autre ligne d'affrontement**, entre partisans d'une Europe « libérale », vaste marché économique ouvert, et partisans d'une Europe « sociale », capable de protéger tous les citoyens européens. Ces différents clivages traversent les partis politiques de droite et de gauche, ce qui rend les débats sur l'Europe souvent confus et peu compréhensibles pour les citoyens.

### ■ Les Français partagés face au projet européen

- **Le projet européen est confronté à de nombreux défis** qui donnent aux débats sur la construction européenne une nouvelle actualité. La défiance des Français, qui s'est manifestée lors du référendum de 2005, exprime un rejet de l'UE par les milieux populaires, tandis que les élites économiques et culturelles sont très favorables à la construction européenne.
- **Depuis quelques années**, la crise qui sévit en Grèce alimente un pessimisme sur la capacité de l'Europe à résoudre les problèmes économiques et financiers. Mais, de manière paradoxale, les Français semblent être davantage attachés à l'euro qu'avant la crise. Enfin, depuis 2015, la crise migratoire met à l'épreuve les idéaux européens de libre circulation et de terre d'asile, et l'idéal français de patrie des droits de l'homme.

#### Chronologie

**1957** : signature des traités de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE).

**1985** : mise en place de la libre circulation des biens et des personnes par les accords de Schengen.

**1992** : les Français ratifient, à une très courte majorité, le Traité de Maastricht

qui crée l'Union européenne, la citoyenneté européenne et engage la marche vers la monnaie unique.

**2002** : mise en circulation de l'euro dans la zone euro.

**2005** : les Français rejettent par référendum le projet de Constitution européenne.

#### Vocabulaire

**Construction européenne** : ensemble des initiatives et des réalisations qui marquent le rapprochement économique et politique entre les États d'Europe.